



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

La Yougoslavie : Les branches d'activité agricole d'une région autonome

P. Cordonnier, P. Jullian

Citer ce document / Cite this document :

Cordonnier P., Jullian P. La Yougoslavie : Les branches d'activité agricole d'une région autonome. In: Économie rurale. N°112, 1976. Agriculture et développement socialiste. pp. 35-39;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1976.2409>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1976_num_112_1_2409

Fichier pdf généré le 08/05/2018

SITUATION ET ÉVOLUTION DES BRANCHES D'ACTIVITÉ AGRICOLE D'UNE RÉGION AUTONOME DE YOUGOSLAVIE

P. CORDONNIER et P. JULLIAN

INA -- PG (Institut National Agronomique Paris-Grignon)

La participation française à l'élaboration des plans de développement pour la période 1975-1985, demandée par les autorités yougoslaves, organisée dans le cadre du programme d'action de l'OCDE en Yougoslavie et définie sur les bases d'un projet de recherche de l'INRA, a consisté principalement dans l'élaboration et l'exploitation d'un ensemble de techniques de représentation et de calcul des décisions économiques susceptibles d'être prises dans le secteur agricole d'une région caractérisée par une **agriculture riche et homogène, le poids considérable du Secteur Socialiste, la forte intégration des activités agricoles dans ce secteur, le caractère oligopolistique des grandes organisations intégratrices**. A certains égards dans un tel milieu, la modélisation des activités de production, de transformation et de vente a été aisée bien que l'information utilisée ait été considérable et ait demandé de nombreux mois pour son remplacement.

Nous présentons successivement (1) la région dans ses caractéristiques essentielles, le plan et ses modalités d'élaboration, les principales branches d'activité, leur situation actuelle et leur évolution prévisible.

I — LA REGION

La Région Autonome de Voïvodine constitue la partie septentrionale de la République de Serbie, à la corne nord-est de la Fédération. Elle est bordée par le Danube et la Save qui la séparent de l'intérieur, et limitée au nord et à l'est par les frontières hongroise et roumaine. Pays de terre fertile, appartenant à la vaste plaine pannonienne qui s'étend dans le bassin danubien de l'Europe Centrale, sa surface cultivable est de 1 800 000 ha (2) dont 1 600 000 de terres labourables. 37 % des terres appartiennent au Secteur Socialiste, ce qui est une proportion forte dans la Fédération : on constate en effet que 40 % des terres labourables de

l'ensemble du Secteur Yougoslave sont ces terres de Voïvodine. Dans cette marche détachée de l'ancienne Autriche-Hongrie où la collectivisation des terres a été grande, le produit social (3) de l'agriculture socialiste est sensiblement égal au produit social de l'agriculture privée ; sa contribution dans l'ensemble du produit social du Secteur Socialiste agricole yougoslave et sa part dans les échanges commerciaux sont sensiblement de l'ordre de 40 %.

A côté d'une multitude de petites entreprises individuelles (280 000 environ), il existe 300 unités de travail (dont 75 couvrent 500 000 ha) occupant 80 000 travailleurs dont 50 000 permanents sur une population active totale agricole de 320 000 personnes. L'agriculture socialiste s'adonne de préférence aux productions végétales et parmi celles-ci aux productions fortement mécanisées (maïs, blé) ou à débouché industriel (tournesol, betterave). Son efficacité comparée est élevée. Les rendements laitiers sont plus de deux fois supérieurs.

Pays à vocation agricole, la Voïvodine est médiocrement industrialisée. La population active agricole représente encore 39 % de la population active totale (4). Le produit social de l'industrie est tout juste égal au produit social de l'agriculture. A lui seul, le secteur industriel agro-alimentaire qui occupe 32 000 travailleurs permanents (10 % des effectifs employés dans le secteur de production agricole) dégage un produit social qui atteint le quart du produit social de l'agriculture. L'essor de cette industrie apparaît aux responsables du développement comme le moyen de valoriser les importantes ressources agricoles et d'accélérer l'industrialisation de la région.

II — LE PLAN - OBJET ET ELABORATION

Depuis 1963, on peut considérer que « le Plan est un simple document d'information sur le potentiel économique ; il se borne à définir de grandes proportions au niveau fédéral et dans le long terme : rapport entre consommation et investissement, rapport entre croissance économique et différentes branches et régions, rapport entre le volume du commerce extérieur et le revenu national. Sur la base du

(1) Nous présentons dans cet article des données sur la situation et l'évolution des principales branches d'activité de la Région Autonome de Voïvodine en Yougoslavie, dont l'étude systématique a été engagée par les services régionaux de planification et d'analyse à l'occasion de l'élaboration des plans de développement pour la période 1975-1985. Dans la mesure où nous avons, pour une part modeste, apporté une contribution à ces travaux, nous disposons d'éléments d'appréciation que nous livrons avec précaution. Les données sont incomplètes et souffrent des imperfections dues à des lacunes de l'information, au choix des techniques de calcul prévisionnel et aux hypothèses formulées du développement.

(2) Surface totale 2 150 000 ha.

(3) Valeur ajoutée brute : Produit brut moins achats de biens et de services.

(4) Fédération 43 %, Slovaquie 24 %, Croatie 36 % (1971).

plan fédéral, chaque république et chaque commune élabore son plan ; en cas de conflits, les arbitrages sont réalisés à l'échelon supérieur » (5).

En fait une telle présentation du Plan qui montre la quasi absence de médiation de l'Etat dans l'orientation des activités économiques néglige de faire apparaître le rôle extrêmement actif des communautés socio-politiques locales dans la planification collective du développement social. Ce rôle résulte d'une pratique systématique et généralisée de l'auto-gestion dans tous les milieux et à différents niveaux. L'auto-gestion ouvrière, née en 1950 de la critique de l'étatisme révolutionnaire, devenue dans les années suivantes un système de gestion dans toutes les branches de l'activité sociale, est constituée en 1963 en un véritable système national de gestion élargi à tous les collectifs de travail et à toutes les communautés socio-politiques locales. Un réseau ramifié de délégations issues des organisations de travail et des communautés de base permet d'exprimer tous les intérêts, et en principe d'en réaliser une synthèse démocratique. La commune autogérée forme la base du pouvoir politique.

Le Plan dès lors apparaît comme l'émanation d'une société organisée sur le modèle de la Commune de Marx grâce aux tout-puissants conseils de producteurs groupant les délégués élus des travailleurs en diverses assemblées dans la commune, la région, la république et pour finir la fédération. Ainsi dans sa forme agrégée au niveau de la région et à l'occasion des plans annuels, quinquennaux et décennaux, il réalise la synthèse de plans détaillés élaborés au niveau des collectifs et des communautés de base.

La Chambre économique régionale représente précisément, au niveau de la région et sur le plan économique le lieu de concertation des délégations des organisations de production et de services, et l'instance de coordination des décisions prises dans les différentes branches, secteurs et ensembles territoriaux. La préparation des dossiers, le rassemblement de l'information et le calcul des prévisions de production, de revenus, d'emploi, d'investissements et d'échanges, est faite par le bureau d'étude permanent de cet organisme avec lequel nous avons été amenés à collaborer pour l'élaboration des plans de développement agricole de Voïvodine.

III — CONTRIBUTION A L'ETUDE DE L'EVOLUTION DES BRANCHES DANS CERTAINES HYPOTHESES DE DEVELOPPEMENT

A — APPROCHE METHODOLOGIQUE

Notre contribution à la préparation des plans a consisté à proposer une **représentation normative** des ensembles d'activités agricoles et agro-industrielles de la région au moyen de modèles linéaires établis **par branche de production** et exprimant dans le cadre de **l'exercice annuel** l'essentiel des **relations de production et de transformation**. Au sein d'un même modèle les activités de production agricole d'une branche sont associées aux activités de transformation. Une distinction entre activités est faite à l'intérieur des modèles selon les secteurs (Secteur Socialiste, Secteur

de la coopération, Secteur privé), pour tenir compte des disparités observables au niveau de la production primaire dans l'avancement des techniques et la productivité des facteurs, et de l'existence de formes de production, de transformation et de commercialisation en rapport avec les capacités et les besoins propres de ces secteurs.

Le modèle reproduit les mécanismes de production, d'échange et de transformation qui s'exercent à l'intérieur de la branche en agrégeant les processus appartenant aux entreprises d'une même ensemble de producteurs ou d'une même industrie de transformation. L'agrégation est largement poussée dans la mesure où les capacités de production et de transformation apparaissent globalement en regard des processus décrits et non par référence aux appareils de production spécifiques des entreprises.

Chaque modèle donne des représentations de branche dans l'exercice initial (1975) et dans l'exercice final (1980 ou 1985) de réalisation du Plan, conformément à un objectif de maximisation de la valeur ajoutée brute, déduction faite des salaires (6).

Les données relatives aux terres et aux équipements disponibles, aux rendements et, d'une manière générale, aux techniques retenues nous ont été fournies par les ingénieurs de la Chambre Economique de Voïvodine par l'intermédiaire du bureau d'études du Centre Fédéral de Promotion des Cadres de Novi Sad (7). On fait l'hypothèse que dans la période de planification les technologies demeurent stables avec toutefois le correctif suivant : les progrès certains, non encore appliqués en 1975, sont introduits en 1985 dans les processus de production et de transformation. D'autre part, des contraintes relatives à l'évolution des données structurales des branches nous ont été proposées par les conseillers de la Chambre économique pour les horizons 1980 et 1985 ; elles concernent l'évolution de la répartition des terres et la composition des troupeaux, les modifications de capacité des appareils de production agricole et industrielle, l'évolution des marchés.

Sur ces bases, la recherche a consisté à traduire les relations de système, à interpréter les résultats économiques relatifs aux choix des activités, à la nature et aux coûts des blocages, aux opportunités d'investissement et d'élargissement de marché... Toutefois, différentes contraintes et hypothèses supplémentaires ont pu être testées au cours des calculs pour élargir le champ d'investigation et apporter des éléments nouveaux à la discussion des solutions. Nous ne présentons dans cette communication que les résultats correspondant à l'état actuel et à une situation jugée acceptable au terme du Plan par les participants à l'activité économique.

B — EVOLUTION DES BRANCHES

Sauf pour le blé et dans une moindre mesure le maïs, toutes les branches sont en expansion. L'appréciation du taux d'expansion est fondée sur un système de contraintes qui sont :

- les tendances évolutives d'occupation des sols selon le statut social (socialiste, coopératif ou privé) et suivant les affectations culturelles ;

(5) LAVIGNE M., Les économies socialistes soviétiques et européennes. Armand Colin, Paris, 1974, 511 pages.

(6) Produit brut moins achats de biens et services moins salaires.

(7) Savezni Centar Za Obrazovanje Rpkovodnih Kadrova u Poljoprivredi i Industrijski.

- les possibilités d'application de technologies nouvelles ;
- l'existence et le financement de projets d'investissements industriels ;
- l'estimation des débouchés commerciaux (évolution des marchés traditionnels et ouverture de nouveaux marchés).

A un taux d'expansion élevé correspond un produit social de la branche en augmentation ; ce produit social résulte à la fois du système de contraintes imposées, du niveau des prix des produits finaux, des consommations et des coûts des produits intermédiaires.

1. — BRANCHES EN FORTE EXPANSION

a — Tournesol - Soja - Huilerie

Le taux d'expansion peut être considérable et se traduire par un accroissement des surfaces de 50 % (de 180 000 ha en 1975 à 270 000 ha en 1985) et par une augmentation du produit social (8) de 60 % environ (de 1,5 milliard de dinars en 1975 à 2,4 milliards de dinars en 1985). Ce taux est soutenu par un marché largement ouvert et actuellement déficitaire, et par des capacités industrielles excédentaires. On a considéré qu'une modification génétique appréciable des graines de tournesol (moindre richesse en huile : — 3,5 % mais rendement plus élevé : + 14 %) serait acquise en 1985. L'augmentation des surfaces en soja liée à l'utilisation des surfaces irriguées apparaît ici favorisée par l'intérêt économique de la production d'huile alimentaire.

b — Betteraves - Sucrierie

L'intérêt d'un développement considérable de la branche apparaît, alors que la demande intérieure est loin d'être satisfaite par la production nationale et que la rentabilité de la production betteravière et de l'industrie sucrière est élevée. Les surfaces en betteraves et le produit social dégagé pourraient augmenter d'environ 45 % (de 80 000 ha en 1975 à 115 000 ha en 1985 et de 3,6 milliards de dinars en 1975 à 5,3 milliards de dinars en 1985). Les investissements nouveaux nécessaires correspondent à la production et au traitement de 1 million à 1,3 million de tonnes de betteraves.

2 — BRANCHES EN EXPANSION MOYENNE

a — Bovins et ovins - Lait et viandes

Les perspectives de développement du troupeau laitier sont appréciées selon plusieurs hypothèses de croissance en tenant compte de l'évolution naturelle du troupeau et des actions techniques visant notamment à accroître la productivité laitière. Une progression de 15 à 25 % du rendement laitier est retenue pour 1985. L'accroissement des effectifs se situerait entre 15 000 et 35 000 têtes, selon les hypothèses, à partir d'un troupeau de 106 000 vaches laitières. Alors que les marchés de la viande sont incertains et inégalement rémunérateurs selon les destinations, les débouchés du lait, essentiellement intérieurs, apparaissent intéressants mais limités. Les équipements de l'industrie

laitière sont insuffisants et inadaptés à la demande future. Les capacités d'abattoirs sont suffisantes. Le produit social de la branche passerait de 940 millions de dinars à 1,5 milliard de dinars. L'appréciation de la variation des surfaces est difficile dans la mesure où elle est liée aux options d'affouragement et à l'évolution mal définie de la branche des aliments du bétail.

b — Orge et houblon - Brasserie et malterie

Une augmentation des surfaces (sauf peut-être celle du houblon en Secteur Socialiste) est prévisible, liée au développement de la fabrication du malt et des débouchés de la bière. Elle passerait de 50 000 à 70 000 ha alors que le produit social augmenterait de 200 millions de dinars (de 600 millions en 1975 à 800 millions en 1985).

c — Fruits, légumes et conserveries

Le développement des surfaces est lié au programme d'irrigation. Une modernisation des équipements industriels en place serait réaliste. Par contre la création de nouvelles usines pour l'application des technologies nouvelles de conservation par le froid n'apparaît pas très attractive dans la mesure où les prix de marché à leur niveau de 1975 sont insuffisamment rémunérateurs et les coûts de fabrication élevés. Dans ces conditions l'offre correspondant au marché potentiel des produits surgelés ne serait pas satisfaite. 50 000 ha seraient réservés en 1985 aux fruits et légumes de grande commercialisation (à l'exclusion du maraîchage domestique), la branche dégagerait alors un produit social de 1,3 milliard de dinars.

3 — BRANCHES EN STAGNATION

a — Porcins et conserveries de viande

Dans cette branche, l'engraissement est surtout assuré par le secteur privé qui détient 80 % du troupeau de truies. En tenant compte du caractère cyclique de l'offre d'animaux et de l'incertitude qui pèse sur le volume et les prix des viandes exportées, on considère comme probable le maintien de l'effectif de truies entre 150 000 et 200 000. Le produit social de la branche varierait entre 1,5 et 2,1 milliards de dinars.

b — Céréales fourragères et aliments du bétail

Les capacités globales d'offre sur les marchés intérieur et extérieur sont actuellement de 1,35 million de tonnes d'aliments. Mais, pour une part importante, les matières premières sont importées. Le niveau des prix de la production offerte est relativement élevé pour de nombreux produits ; d'où la difficulté d'apprécier la demande effective qui dépend de ces prix, des substitutions possibles d'affouragement grossier, du partage des marges entre branches productrices et transformatrices d'aliments, ceci étant lié à une situation très évolutive du marché des matières premières. Le produit social calculé de la branche s'élèverait à 2,1 milliards de dinars.

4 — BRANCHES EN REGRESSION

a — Blé, meunerie et produits boulangers

La décroissance de cette branche pour laquelle on prévoit une régression des surfaces est liée au déclin du marché des produits panifiables et des farines, ce que ne com-

(8) Les indications sur le produit social portent ici et dans la suite de l'article sur le produit social corrigé, soit la valeur ajoutée brute moins les salaires.

pense pas l'ouverture de marchés nouveaux en biscuiterie. Ceci se traduit par une réduction des surfaces de 100 000 ha (de 400 000 ha en 1975 à 300 000 ha en 1985) et par une diminution du produit social de 600 millions (de 3,8 milliards de dinars en 1975 à 3,2 milliards de dinars en 1985).

Notons qu'il n'y a pas de blocage industriel mais que les installations existantes sont vétustes. On a tenu compte

pour 1985 d'une amélioration technique appréciable dans l'extraction des farines.

b — Maïs et industrie de transformation

La représentation de branche étant insuffisamment avancée au moment de la rédaction de cet article, nous ne pouvons pas apporter d'éléments d'appréciation sur la situation et l'évolution de cette activité.

CONCLUSION

L'ensemble de ces résultats fait apparaître une notable intensification de la production agricole et un élargissement de la part du secteur de transformation agro-alimentaire, ce qui entraîne la création d'emplois nouveaux dans le secteur socialiste : + 35 % environ, également répartis dans la production et dans la transformation industrielle.

Ce sont là les indications principales sur les tendances évolutives du secteur. D'une manière détaillée, pour chacune des branches, on peut apprécier l'intérêt de certaines filières agro-alimentaires ou de certains débouchés, l'opportunité d'investissements nouveaux, les niveaux d'équilibre entre offre de production primaire et demande de produits transformés, la cohérence du système des prix actuels au niveau de la production, de la transformation et de la vente. Cependant toutes ces analyses doivent être faites avec prudence pour des raisons qui tiennent aux références et hypothèses retenues dans le calcul et aux techniques de représentation des branches.

En effet, dans les projections, le choix du système de prix de référence des produits finaux est fortement influencé par la connaissance des relations de prix actuellement constatés et certaines hypothèses relatives à l'orientation ou à l'intensification de la production, à l'application de techniques nouvelles, à l'évolution de la demande comportent une part d'inconnu et d'impondérable.

D'autre part, l'autonomie conférée au modèle de branche présente nécessairement des limites. La séparation des

activités primaires de production a un caractère artificiel. On néglige les relations de complémentarité existant au sein des systèmes de production agricole et les interrelations de branches voisines et complémentaires. Il apparaît nécessaire d'intégrer certaines relations d'un modèle de branche dans le modèle d'une autre branche pour mieux saisir l'ensemble des options de production et de transformation qui s'offrent réellement aux entreprises et pour mieux apprécier les choix vers lesquels elles tendent. Ceci n'a été fait que pour certaines branches très complémentaires comme celles du lait et de la viande bovine. Dans une phase plus avancée du calcul, il s'avère indispensable de vérifier la cohérence de l'ensemble des relations obtenues dans l'utilisation globale des ressources et dans la détermination des prix à différents niveaux de l'activité agricole. Un modèle agrégé de secteur est en cours d'élaboration.

Dans la mesure toutefois où, tout en utilisant les instruments de calcul qui ont servi à l'analyse, un ajustement régulier des hypothèses est fait dans le temps, par exemple chaque année suivant la périodicité établie par la loi, on peut admettre que la connaissance de l'orientation des branches et la préparation des décisions de politique et de gestion économique peuvent être considérablement améliorées. C'est dans cette voie que s'orientent les responsables des services de planification et d'analyse de la région avec l'utilisation permanente et actualisée des modèles économiques établis.

PRIX APPROXIMATIFS DE QUELQUES PRODUITS
(En francs par kg ou litre - 380 dinars = 10 francs)

VENTE EN GROS HORS REGION	VENTE INTERIEURE AUX CONSOMMATEURS		
Blé tendre 0,55 Blé dur 0,6	Pain 1,3	Pâtes alimentaires 2,86 « Petits beurres » 4,68	Son 0,26 Farine basse 0,36
Maïs 0,65	Amidon 1,4 Dextrose 10	Gritz brasserie 0,94 Polenta 2,3	Tourteau 0,2
Orge brasserie 0,68 Malt 1,6 Houblon 11	Bière 0,91		Germe 0,52
Tournesol 1,5	Huile 4,42	Margarine 4,81	Tourteau tour 0,65 Soja 1,02
Sucre 2,9	Sucre 3,2	Alcool 2,18	Mélasses 0,21 Levures 1,40
Lait	Lait past. 0,96 Yogourt 1,60 Levure 1,14	Edam 9,1 Trapist 8,1 F. de brebis 13	Glace 10 Lait poudre 7
Bovins vifs 4,4 Carcasses 7,3 Ovins	Quartier arrière .. 13 Carcasse 10 Carcasse 6,5	Quartier avant 8,3	
Porcs : carcasse 5,45		Jambon frais 9,6 1/2 conserve 13 Lard 7,3	Pâté de foie 6,8 Conserve 6,5 9,1 Saucissons 6,5 10,4
Poivron 0,65 Tomate 0,52 Carotte 0,31 Pomme de terre 0,42 Ail 4,7 Pommes 0,78	Conserves : Poivron 1,6 Tomates 2,1 Petits pois 1,7 Haricots verts 1,8 Cornichon 1,8 Concentré tom. .. 2,9	Confitures : Cerise 2,6 Marmelade 2,5	Surgelés : Petits pois 4,55 Carottes 4,7 Epinards 4,2 Choux fleur 4,2 Abricots 4,2 Fraise 6,25
		Vins : Ordinaire 2,5 Traminac 3,6	